

Rozenn Merrien : « Plus la situation est complexe, plus les alliances éducatives territoriales sont essentielles »

Éducation



Avant même la question des apprentissages scolaires, de l'équipement numérique des foyers, l'urgence a été, pour Rozenn Merrien, d'accompagner les familles les plus fragiles dans une réponse concrète à leurs besoins fondamentaux. Entretien avec la Directrice de l'Enfance pour la ville de Saint-Denis et présidente de l'ANDEV (Association Nationale des Directeurs et des Cadres de l'Éducation des Villes et des Collectivités Territoriales).

Quelles sont, dans votre domaine, les questions particulières qu'a posé, en termes de RH et d'organisation, la fin progressive du déconfinement (craintes individuelles, reconstruction du collectif...) ?

Les directions et services Éducation n'ont connu aucune interruption dans leur activité. Elles ont ainsi dû, durant toute la période de confinement, assurer l'accueil 7 jours sur 7 des enfants des personnels prioritaires dans la gestion de la crise. Ainsi, depuis le 16 mars 2020, éducateurs de jeunes enfants, animateurs, ATSEM, agents d'entretien et d'office ont accueilli, avec les enseignants volontaires, les enfants dans les crèches, écoles et accueils de loisirs solidaires des villes. Les inquiétudes liées à la reprise ont ainsi été moins importantes que dans d'autres secteurs d'activité car les agents sont toujours restés au contact des enfants, dans l'exercice de leurs missions, même au plus fort de la crise.

Depuis le 11 mai 2020, s'organise sur tous les territoires la réouverture progressive des équipements. À chaque reprise d'activité, il est nécessaire de prendre le temps d'accueillir chaque agent, d'expliquer les impacts des différents protocoles sanitaires (gestes barrières, distanciation physique...) définis par le ministère de l'Éducation nationale, leur mise en application dans le respect des besoins éducatifs des enfants, les enjeux éducatifs qui accompagnent le retour en collectivité des enfants.

Cette période a montré, s'il en était besoin, l'agilité, la capacité d'adaptation et la résilience de beaucoup de nos organisations. Comment prolonger, choisir et valoriser les idées innovations ou démarches collectives spontanées ? Est-il déjà possible de retirer des leçons de la gestion de l'école pendant la crise et de son fonctionnement futur ?

Cette crise a percuté directement les villes, les élus et les acteurs éducatifs territoriaux, en première ligne des réponses à apporter et construire face aux besoins fondamentaux des familles. Les villes sont apparues comme des acteurs essentiels dans la mise en dynamique et en cohérence des partenaires éducatifs du territoire pour tenter de garantir le maintien du lien avec le plus grand nombre d'enfants et de jeunes et ainsi l'organisation d'une continuité éducative.

Avant même la question des apprentissages scolaires, de l'équipement numérique des foyers, l'urgence a été d'accompagner les familles les plus fragiles dans une réponse concrète à leurs

besoins fondamentaux : se nourrir (à l'heure de l'interruption brutale des dispositifs d'aide alimentaire et des cantines), garantir la sécurité morale et affective de leurs enfants dans un contexte particulièrement anxiogène, voire angoissant, d'enfermement pour certains dans des appartements étroits, dans la chambre exiguë d'un hôtel social, à conjuguer parfois avec l'arrêt des accueils et prises en charge d'enfants ou de parents handicapés.

L'enjeu sanitaire a été de rompre l'isolement et maintenir le lien social avec toutes les familles, plus encore celles accompagnées par la Protection de l'enfance, de soutenir les liens engagés dans le cadre des Programmes de Réussite Éducative et par les services sociaux municipaux pour garantir la sécurité physique, affective et psychique de tous les enfants et les jeunes.

Sur la question de la continuité éducative, les collectivités locales ont été en première ligne sans pouvoir garantir, avec l'État, l'accompagnement systématique de toutes les familles. Des réseaux solidaires parfois se sont organisés au niveau des parents pour l'impression de documents. Les enseignants eux-mêmes ont dû inventer des modalités nouvelles pour maintenir, dans la précipitation, la relation avec leurs élèves avec leur matériel personnel, situation génératrice d'inégalités dans les ressources mises à disposition.

Cette situation inédite a été révélatrice des inégalités face au service public d'éducation : inégalités numériques pour l'accès aux ressources, inégalités des enfants et des jeunes eux-mêmes face aux connaissances mises à leur disposition, sans la médiation de l'enseignant, inégalités des parents dans leurs capacités à faire et à accompagner les apprentissages de leurs enfants, inégalités territoriales entre milieu rural et urbain.

Cette crise a montré l'importance de la relation entre l'élève et l'enseignant dans les apprentissages. Il démontre le rôle essentiel de l'adulte, médiateur entre l'enfant et le savoir. Le numérique reste ainsi un outil au service des apprentissages, mais ne peut remplacer les interactions indispensables entre les enfants, entre l'enfant et son professeur. À l'issue de cette crise, l'ensemble des acteurs éducatifs d'un territoire doivent maintenant accompagner tous les enfants et les jeunes dans ce retour progressif à l'école, dans un collectif. La question n'est pas de mesurer le retard pris, mais sereinement de retrouver le cours de la vie, de retrouver le plaisir d'être ensemble, le goût d'apprendre ensemble et de poursuivre les solidarités déclenchées pour plus de justice scolaire et éducative.

On entend et lit que la crise a ouvert les dialogues entre organisations ou institutions qui échangeaient peu avant. Avez-vous ressenti que l'échange entre tous les acteurs, notamment publics, sur le terrain avait évolué ? Vers une meilleure coordination ?

Tenter de créer les conditions de la continuité pédagogique avec la fermeture des écoles a impliqué une collaboration renforcée, au quotidien, des services de l'Éducation nationale sur le terrain (Directions académiques, Inspections, directions d'école) avec les services municipaux dédiés à l'éducation, dans le respect du champ de compétences de chacun. La mobilisation et la coordination des différents acteurs agissant sur leur territoire sont cruciaux en cette période. Elle est rendue possible grâce au rôle pivot joué par la ville, renforcé par la crise.

L'existence de mécanismes de coordination préexistants a conditionné l'efficacité de la réponse éducative locale. Les territoires qui avaient précédemment animés et pilotés une démarche partenariale dans le cadre des dispositifs existant comme [les projets éducatifs de territoire \(PEDT\)](#), les Cités éducatives ou les réseaux REP ont pu appuyer leurs actions sur une culture partagée du travail en commun, sur une identification plus aisée du rôle de chaque acteur éducatif et une interconnaissance des interlocuteurs pertinents.

Les réseaux d'échange au sein des différents territoires entre villes ont été des espaces de partage d'expérience incontournable et nécessaires pour inventer les réponses territoriales à apporter dans l'urgence d'une crise inédite.

S'il fallait conclure : la situation de gestion de crise a exacerbé certains aspects qui caractérisent la relation État/collectivités et mis en perspective des pistes d'amélioration significatives et essentielles à prendre en compte. Ainsi, les collectivités n'ont pas été suffisamment concertées ; certaines associations d'élus ont dénoncé des décisions descendantes parfois vécues comme des injonctions étatiques, s'imposant non seulement aux acteurs locaux de l'Éducation nationale, mais également municipaux.

Plus la situation est complexe, plus les alliances éducatives territoriales sont essentielles, pour être de manière partagée à la hauteur des enjeux éducatifs nationaux et locaux.

Séverine Bellina et Hugues Perinel, Réseau Service public

Posté le [29/06/20](#) par [Rédaction Weka](#)
